RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 32590
Numéro SIREN : 844 883 132
Nom ou dénomination : LaboNext 2

Ce dépôt a été enregistré le 22/07/2021 sous le numéro de dépôt 96084

LABONEXT 2
Société par actions simplifiée au capital de 1.594.825 €
Siège social : 10, rue Cimarosa – 75116 Paris
844 883 132 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 19 JUILLET 2021

Le 19 juillet 2021, au siège social,

Groupe Baelen, société par actions simplifiée au capital de 9.178.810 €, dont le siège social est situé 10, rue Cimarosa – 75116 Paris, ayant pour numéro unique d'identification 484 158 779 R.C.S. Paris, représentée par son président Monsieur Pierre Baelen,

Président de la Société,

a pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

- *Constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital non motivée par des pertes par rachat d'actions ordinaires en vue de leur annulation décidée par l'assemblée générale en date du 17 juin 2021 ;*
- *Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

1. <u>Constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital non motivée par des pertes par rachat d'actions ordinaires en vue de leur annulation décidée par l'assemblée générale extraordinaire en date du 17 juin 2021</u>

Le Président rappelle que :

- aux termes de sa première résolution, l'assemblée générale de la Société a, le 17 juin 2021, décidé :

  (i) de réduire le capital d'un montant de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) € par voie de rachat de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) actions de la Société d'un (1) euro de valeur nominale chacune, en vue de leur annulation, pour ramener le capital social actuel d'un million cinq cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent vingt-cinq (1.594.825) € à un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) € ;

  (ii) a fixé le prix de rachat à quatre-vingt-cinq centimes d'euros (0,85 €) pour chaque action, soit un prix global de rachat de soixante-huit mille cent cinquante et un euros et soixante centimes (68.151,60 €) ;

  (iii) a décidé que la différence entre la valeur nominale des soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) actions rachetées (79.741 €) et le Prix de Rachat (68.151,60 €), soit onze mille cinq cent quatre-vingt-neuf euros et quarante centimes (11.589,40 €), sera inscrite dans un compte de capitaux propres analogue à un compte de prime d'émission ou d'apport ;

  (iv) a conféré tous pouvoirs au Président à l'effet de réaliser ces opérations de réduction de capital et de rachat d'actions et de procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ;

- le procès-verbal de l'assemblée générale du 17 juin 2021 a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris le 22 juin 2021 ;

- le délai d'opposition des créanciers de 20 jours prévu par l'article L. 225-205 du Code de commerce est arrivé à expiration.

Le Président, compte tenu de ce qui précède :

- constate la réalisation définitive de la réduction de capital non motivée par des pertes par voie d'annulation de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) actions ordinaires, le capital de la Société étant ainsi ramené à la somme d'un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) € ;

- décide d'inscrire la différence entre la valeur nominale des soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) actions rachetées (79.741 €) et le Prix de Rachat (68.151,60 €) dans un compte de capitaux propres analogue à un compte de prime d'émission ou d'apport.

2. <u>Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société</u>

En conséquence de la constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital de la Société, le Président décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société de la manière suivante :

- Il est ajouté à la fin de l'article 6 (Apports) le paragraphe suivant :

  « ***ARTICLE 6 – APPORTS***

  […]

  Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale en date du 17 juin 2021, le capital social a été réduit d'une somme de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) euros par voie de rachat et annulation par la Société de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) actions, pour être ramené à un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) euros. La réalisation définitive de la réduction de capital a été constatée par le Président en date du 19 juillet 2021. »

  Le reste de l'article demeure inchangé.

- L'article 7 (Capital social) est désormais rédigé comme suit :

  « ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

  Le capital social est fixé à la somme d'un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) euros.

  Il est représenté par un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) actions d'une seule catégorie, intégralement libérées, d'une valeur nominale d'un (1) euro. »

3. Pouvoirs pour les formalités légales

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie certifiée ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour remplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres requises par la loi.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.

DocuSigned by:
FA462209714048B...

Groupe Baelen
Président
Représentée par Pierre Baelen

LaboNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 1.515.084 €
Siège social : 10 rue Cimarosa – 75116 Paris
844 883 132 R.C.S. Paris

STATUTS

Mis à jour par décisions du Président en date du 19 juillet 2021

DocuSigned by:
FA462209714048B...

Copie certifiée conforme

Groupe Baelen
Représentée par Pierre Baelen
Président

La soussignée,

Groupe Baelen, société par actions simplifiée au capital de 8.900.110 €, dont le siège est situé 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris, ayant pour numéro unique d'identification 484 158 779 R.C.S. Paris, représentée par son président, Monsieur Pierre Baelen, dûment habilité à l'effet des présentes,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'elle institue.

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions applicables du Code civil et du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous cette forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut procéder à des opérations d'offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 alinéa 1 du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la prise de participation dans toutes sociétés commerciales, industrielles et de services ainsi que dans toutes sociétés et groupements de toutes formes et la gestion de ces participations ;

- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, commerciales ou industrielles ;

- toutes prestations de services dans le cadre de l'animation de l'activité des sociétés dans lesquelles elle détient des participations ;

- toutes activités de gestion de services centralisés pour le compte de toutes sociétés ; la fourniture de toutes prestations de services en matière commerciale, financière, administrative ou autre, ainsi que la réalisation de toutes opérations financières, immobilières ou commerciales, tant au profit ou à destination des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation que de tiers ;

- l'acquisition de brevets, marques, noms de domaine, savoir-faire, de tous produits de la propriété industrielle et de la propriété intellectuelle, la gestion de ces produits ainsi que toute opération de protection de droits dont la Société ou l'une de ses filiales sera détentrice ;

- et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Pour réaliser cet objet, la Société peut recourir en tous lieux à tous actes et/ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **LaboNext 2 »**.

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du capital social et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La Société avait précédemment pour dénomination sociale « SoftNext ».

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 10 rue Cimarosa – 75116 Paris.

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe par décision du Président, qui dispose dans ce cas des pouvoirs pour modifier les statuts, cette décision ne nécessitant pas de ratification par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés.

Il peut être transféré et en tout autre lieu par une décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, la société Groupe Baelen a fait apport d'une somme en numéraire d'un (1) euro, correspondant à la souscription d'une (1) action d'un (1) euro de valeur nominale, souscrite et intégralement libérée.

Cette somme a été déposée, pour le compte de la Société en formation, à la banque Caisse d'Epargne, agence Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile de France située Centre d'Affaires Entreprises Saint-Quentin/Les Ulis - 14, avenue du centre - 78067 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire.

Par délibérations en date du 21 octobre 2019, l'associée unique :

- a approuvé les apports à la Société d'actions de la société LaboNext effectués par la société Groupe Baelen et par la société Noera Capital ;

- a, en rémunération de ces apports, décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 1.594.824 euros pour le porter de 1 euro à 1.594.825 euros, par émission de 1.594.824 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale en date du 17 juin 2021, le capital social a été réduit d'une somme de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) euros par voie de rachat et annulation par la Société de soixante-dix-neuf mille sept cent quarante et un (79.741) actions, pour être ramené à un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) euros. La réalisation définitive de la réduction de capital a été constatée par le Président en date du 19 juillet 2021.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) euros.

Il est représenté par un million cinq cent quinze mille quatre-vingt-quatre (1.515.084) actions d'une seule catégorie, intégralement libérées, d'une valeur nominale d'un (1) euro.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

9.1. Actions de numéraire

En cours de vie sociale, les actions de numéraire sont libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président, dans des conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de la date d'émission desdites actions.

Les appels de fonds et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portés à la connaissance des associés, quinze (15) jours calendaires au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

L'associé qui n'effectue pas les versements exigibles sur les actions à leur échéance est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour par jour, à partir de la date de l'exigibilité, au taux légal en matière commerciale.

La Société dispose, pour obtenir le versement de ces sommes, du droit d'exécution et des sanctions prévues par les articles L.228-27 et suivants du Code de commerce.

9.2. Actions d'apport

Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Les associés ou l'associé unique ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

11.3. A chaque action est attaché un droit de vote donnant droit à une voix.

11.4. A l'égard de la Société, les titres sont indivisibles, sous réserve des dispositions suivantes :

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires des associés et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux réunions de la collectivité des associés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, statuant en référé.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage. Le droit de l'associé d'obtenir communication des documents sociaux appartient également à chacun des copropriétaires d'actions indivises, au nu-propriétaire et à l'usufruitier d'actions.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1. Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est simultanément inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert, à moins que les cessionnaires desdites actions reprennent expressément l'engagement de libération du solde aux termes d'un acte écrit.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.2. Négociabilité

Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés sous réserve du respect des stipulations de tous accords extra statutaires conclus entre les associés. En cas d'augmentation de capital, les actions créées sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

Toute transmission d'actions réalisée en violation du présent article 12.2 des statuts sera nulle et non avenue conformément à l'article L. 227-15 du Code de commerce.

ARTICLE 13 - PRESIDENT

13.1. Statut du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Nomination du Président

Au cours de la vie sociale, le Président est nommé, renouvelé et remplacé par l'associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés. La durée du mandat du Président est fixée dans la décision qui le nomme ou lors de toute décision ultérieure. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

13.3. Cessation des fonctions du Président

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les associés ou, le cas échéant, l'associé unique, trente (30) jours calendaires au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé lors de la consultation de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique, qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique. La révocation du Président n'a pas à être motivée et n'ouvrira droit à aucune indemnisation.

13.4. Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés, le comité de suivi ou, le cas échéant, l'associé unique, pourra limiter les pouvoirs du Président.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Toutefois, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Président ne peut déléguer à un autre organe ou une autre personne le pouvoir d'arrêter les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés et tous rapports à présenter à l'approbation de l'associé unique.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

14.1. Statut du Directeur Général

L'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou personnes morales, pour assister le Président dans l'accomplissement de ses fonctions.

Aucune personne physique ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être nommée Directeur Général de la Société.

14.2. Nomination du Directeur Général

Au cours de la vie sociale, le Directeur Général est nommé et renouvelé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique. La durée du mandat du Directeur Général et, le cas échéant, sa rémunération sont fixées dans la décision qui le nomme, ou par décision séparée de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique.

14.3. Cessation des fonctions du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique trente (30) jours au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique.

Le Directeur Général est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique. La révocation du Directeur Général n'a pas à être motivée et n'ouvrira droit à aucune indemnisation.

14.4. Pouvoirs du Directeur Général

L'étendue des pouvoirs du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme et peut être modifiée ultérieurement par décision de la collectivité des associés ou le cas échéant, de l'associé unique.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés, le comité de suivi ou, le cas échéant, l'associé unique pourra décider de limiter les pouvoirs du Directeur Général.

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du Président en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

ARTICLE 15 - COMITE DE SUIVI

Il est institué un comité de suivi qui constitue un organe collectif de contrôle permanent de la direction et de la gestion de la Société (le « **Comité de Suivi** »).

A toute époque de l'année, le Comité de Suivi opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

15.1. Composition du Comité de Suivi

Le Comité de Suivi comprend cinq (5) membres maximum, personnes physiques ou morales, associés ou non associés.

Les membres du Comité de Suivi sont nommés par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés, pour une durée de six (6) ans.

Tout membre du Comité de Suivi est rééligible.

Les fonctions de membre du Comité de Suivi prennent fin à l'issue de la réunion des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice social écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges de membre du Comité de Suivi, le Comité peut, entre deux réunions d'associés, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations effectuées par le Comité de Suivi, en vertu du présent article, sont soumises à ratification de la prochaine réunion des associés. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Comité n'en demeurent pas moins valables. Les membres du Comité de Suivi désignés conformément au présent article exerceront leurs fonctions pour la durée restant à courir du mandat du prédécesseur.

Une personne morale peut être nommée au Comité de Suivi. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était membre du Comité en son nom propre. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

Les membres du Comité de Suivi peuvent être révoqués à tout moment sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un quelconque motif par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés. La révocation d'un membre du Comité de Suivi ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

15.2. Présidence du Comité de Suivi

Le Comité de Suivi est doté d'un président, qui sera le Président de la Société ou toute personne désignée par ce dernier.

Le président du Comité de Suivi organise les travaux du Comité de Suivi et veille au bon déroulé des réunions du Comité de Suivi.

15.3. Délibérations

Le Comité de Suivi devra se réunir aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre.

Chaque membre du Comité de Suivi dispose d'une voix lors de la prise de décision.

Le Comité de Suivi ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres sont présents ou représentés, y compris par conférence téléphonique ou visioconférence.

Sauf stipulation extrastatutaire, les décisions du Comité de Suivi seront prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En outre, la voix du président du Comité de Suivi sera prépondérante afin de départager éventuellement les votes.

15.4. Réunion du Comité de Suivi

Le président du Comité de Suivi et/ou tout membre peut(vent), à tout moment, convoquer une réunion du Comité de Suivi.

Ladite convocation devra intervenir, par écrit (y compris par email), au plus tard cinq (5) jours avant la date de la réunion, à l'exception des cas d'urgence justifiée ou dans l'hypothèse où l'ensemble des membres du Comité de Suivi seraient présents ou représentés ou auraient tous renoncé aux délais de convocation.

La convocation indique les modalités de la réunion ainsi que l'ordre du jour, à laquelle seront joints, le cas échéant, les informations et documents nécessaires à la prise de décision. Il est précisé que le Comité de Suivi peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas à l'ordre du jour dès lors que tous les membres du Comité de Suivi seraient présents (le cas échéant par voie de visioconférence ou de télécommunication) ou si les membres absents l'ont formellement accepté. Il est également précisé que tout membre du Comité de Suivi pourra proposer d'ajouter un point à l'ordre du jour de la réunion sur lequel le Comité devra délibérer.

Les réunions du Comité de Suivi pourront s'effectuer dans le cadre de réunion physique, par consultation écrite, email, conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance ou encore par tout acte sous seing privé, étant précisé que le Comité de Suivi devra se réunir en tout état de cause physiquement au moins une fois par an.

Les délibérations du Comité de Suivi font l'objet d'un procès-verbal, établi par l'auteur de la convocation présent à la réunion, dans les meilleurs délais à l'issue des délibérations. Les autres membres du Comité de Suivi disposeront d'un délai de quinze (15) jours à compter de sa communication par le membre l'ayant établi pour formuler tous commentaires sur le procès-verbal. A défaut de commentaire pendant ce délai, le procès-verbal sera réputé approuvé. En cas de commentaires dans le délai de quinze (15) jours, le procès-verbal sera approuvé dans les meilleurs délais par signature tournante et, au plus tard, lors du Comité de Suivi suivant.

Une fois approuvé, le procès-verbal de délibération du Comité de Suivi est signé par la majorité des membres du Comité de Suivi présents ou représentés, et retranscrit dans le registre spécial des délibérations du Comité de Suivi.

Un membre du Comité de Suivi qui ne peut pas participer à une réunion peut se faire représenter par un autre membre. Le mandat devra avoir été donné par écrit préalablement à la réunion ou en début de réunion.

15.5. Mission du Comité de Suivi

Le Comité de Suivi assure le suivi et le contrôle des orientations stratégiques de l'activité de la Société telles que mises en œuvre par le Président et, le cas échéant, le ou les Directeurs Généraux.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, LES DIRIGEANTS ET L'UN DE SES ASSOCIES

16.1 Associé unique

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10, dernier alinéa du Code de commerce, il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique de toute convention intervenue au cours de l'exercice écoulé directement ou par personne interposée entre la Société et (i) son Président, (ii) le Directeur Général, (iii) l'un de ses dirigeants.

16.2 Pluralité d'associés

Le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, le Directeur Général, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, si l'associé est une société, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

16.3 Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, au Directeur Général et aux autres dirigeants de la Société.

16.4 Les articles 16.1 et 16.2 ne s'appliquent pas aux différents éléments de rémunération du Président et du Directeur Général, dès lors qu'ils ont été préalablement décidés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

ARTICLE 17 - DECISIONS DES ASSOCIES

17.1 Compétence des associés

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

(i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,

(ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,

(iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,

(iv) transformation de la Société en une autre forme,

(v) prolongation de la durée de la Société,

(vi) dissolution de la Société,

(vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,

(viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,

(ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,

(x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,

(xi) nomination, renouvellement et révocation du Président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,

(xii) nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,

(xiii) nomination, renouvellement et révocation des membres du Comité de Suivi,

(xiv) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions,
- l'agrément préalable des transferts de titres,
- l'obligation d'un associé de transférer ses titres,
- la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,
- l'augmentation des engagements des associés,
- au changement de nationalité de la Société,

(xv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siège en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le Président et b) de celles décidées par le Président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,

(xvi) toute décision qui serait prévue par la loi.

En cas de pluralité d'associés, ces décisions sont prises par ces derniers dans les conditions de l'article 17.2 ci-après.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, et le cas échéant du Directeur Général.

Le Commissaire aux comptes est averti de toute décision de l'associé unique.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

17.2 Pluralité d'associés

17.2.1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Tous moyens de

communication **-** vidéo, visioconférence, courriel, télex, fax, *etc.* - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

17.2.2. Les décisions collectives des associés peuvent aussi s'exprimer dans un acte, à la demande du Président. Dans ce cas, l'apposition des signatures manuscrites ou électroniques de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le Commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'actes emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalable des associés et, s'il y a lieu, les documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom et prénom) et le nombre d'actions de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la Société pour être inséré dans le registre des procès-verbaux.

Pour les besoins des tiers ou les formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

17.2.3. Sont obligatoirement prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la transformation en une société d'une autre forme, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.

17.2.4. L'assemblée est convoquée, soit par le Président, soit par un ou plusieurs associés réunissant dix pour cent (10%) au moins du capital social ou, en cas de carence du Président, par le Commissaire aux comptes ou par un mandataire désigné en justice.

La convocation est faite par tous moyens écrits (incluant mais non limitativement courrier électronique, lettres, etc) huit (8) jours calendaires au moins avant la date de la réunion ; elle indique les jour, heure, lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour. Un délai de convocation plus court peut être pratiqué, avec l'accord unanime des associés ou en cas d'urgence motivée par l'auteur de la convocation. Le lieu de convocation est déterminé librement par l'auteur de la convocation.

Tout associé disposant d'au moins 10 % du capital peut requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. Sa demande, appuyée d'un bref exposé des motifs, doit être parvenue à la Société au plus tard la veille de la tenue de la réunion.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit un président de séance. L'assemblée convoquée à l'initiative du Commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence et est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président.

Les associés peuvent prendre connaissance au siège social des documents nécessaires à leur information pour la tenue de l'assemblée, sur demande préalable formulée par tout moyen écrit et adressée à la Société. Le Président jugera recevables ou non les demandes d'information. Pour l'assemblée d'approbation des comptes annuels, les documents suivants pourront être communiqués en copie à la demande d'un associé : texte des résolutions, comptes annuels et, le cas échéant, rapport de gestion s'il en est établi un.

17.2.5. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par tous

moyens, dès lors que ce moyen permet de rapporter la preuve de l'envoi par la Société. Le vote des associés peut être émis par tous moyens écrits (lettre, courrier électronique, télécopie…).

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi du texte des résolutions pour émettre leur vote par écrit.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

17.2.6. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix qu'il soit ou non associé. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

17.2.7 Les décisions collectives énumérées aux points (i) à (xiii) et (xv) de l'article 17.1 ne sont valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote et sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les décisions énumérées au point (xiv) ne sont valablement adoptées qu'à l'unanimité des associés de la Société.

Les décisions énumérées au point (xvi) seront adoptées à la majorité et au quorum déterminés par la loi.

17.2.8. Le Commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute réunion de la collectivité des associés, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même des représentants du comité social et économique s'il en a été nommé un ; les demandes d'inscription de projets de résolutions adressées le cas échéant par le Commissaire aux comptes obéissent au régime ci-dessus prévu pour les demandes des associés.

ARTICLE 18 - INFORMATION DES ASSOCIES

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du Commissaire aux comptes et/ou à un rapport du Président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport du Président s'il en est établi un, et du ou des rapports des Commissaires aux comptes.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la Société. Il appartient au Président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

ARTICLE 19 - PROCES-VERBAUX ET REGISTRE DE PRESENCE

Les décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ces feuilles ou ces registres sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux doivent indiquer le mode de délibération, la date de délibération, les noms des associés présents, représentés ou absents et de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, le nom du Président de séance, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption, abstention ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 21 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés et établit tous rapports à présenter à l'approbation de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés conformément aux lois et usages du commerce.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés doit statuer sur les comptes annuels au moins une fois par an.

ARTICLE 22 - RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 23 - CONTROLE DES COMPTES

Lorsque cette désignation est rendue obligatoire par les dispositions légales et réglementaires applicables, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés, appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social suivant leur nomination.

ARTICLE 24 - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Lorsque des délégués du comité social et économique sont désignés, ils exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

25.1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

25.2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Du point de vue juridique, la transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

25.3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

25.4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au Tribunal de commerce compétent.